Mais, direz-vous, en quoi donc les ministres ont-ils manqué suivant vous ? Car nous voilà d'accord et pourtant les torys ont crié *hourra*, comme si votre article avait été une condamnation en tout point de la résignation des ex-ministres ? Est-ce notre faute à nous, si on prend une chose pour une autre ? Ils ont bien eu la finesse d'identifier la religion avec la crise actuelle et de donner notre sentiment, qui rigoureusement peut n'être qu'individuel, comme le sentiment, non seulement du clergé canadien, mais même encore de l'Église catholique ; comme s'il y avait unité de croyance en fait de politique comme en fait de religion (nous ne parlons pas de l'infaillibilité, ils ne la reconnaissent que quand ça leur plaît), et vous êtes surpris du reste ? Mais enfin direz-vous, il faut bien que vous ne les approuviez pas en tout, puisque vous leur attribuez une *fausse démarche*. Nous aurions peut-être aussi pu dire plusieurs. Mais ne vous fâchez pas d'avance, cela n'est pas un crime. Suivez-nous.

Dites-nous d'abord, la chambre a-t-elle le droit de forcer le gouverneur à consulter ses ministres ? Non. A-t-elle le droit de le forcer à faire des stipulations à cet égard ? Non, encore. C'est elle-même qui le dit, elle le reconnaît ; elle dit même de plus (il y a une espèce de contradiction entre la première et la seconde partie de l'adresse, mais n'importe) qu'elle ne le demande pas, dans la seconde partie de son adresse au gouverneur, dont voici les paroles qui regardent la question actuelle :

«.....elle prend en conséquence très humblement la liberté de désavouer, par forme de dénégation, tout désir que le chef du gouvernement soit appelé à faire des stipulations quant aux conditions auxquelles une administration provinciale peut juger prudent d'accepter le pouvoir, ou d'y continuer ; cette confiance mutuelle qui est essentielle au bien-être de tout gouvernement, fait nécessairement présumer qu'elles sont appréciées, pendant que le respect dû à la prérogative de la Couronne, et la délicatesse convenable et constitutionnelle due au représentant de Sa Majesté, expédient qu'elles ne soient exprimées.»

Nous n'avons donc pas dit une si forte balourdise, quand nous avons avancé que l'obligation pour le gouverneur, de consulter ses ministres, était fondée sur sa *conscience, sa prudence et sa confiance*, puisque nous avons appuyé notre proposition sur un principe reconnu par la chambre elle-même, dans une adresse à la confection de laquelle M. Z. pourrait avoir travaillé lui-même. Qu'en pensez-vous, M. Z. ? On voit donc qu'en théorie même la chose est reconnue, et que la chambre ne peut avoir aucun contrôle sur cette matière, puisque tout devait reposer sur une *mutuelle confiance*, elle ne peut forcer le gouverneur à avoir de la confiance dans un ministère, puisqu'elle n'a pas le droit de lui en imposer un. Nous disons plus, quand même le gouverneur stipulerait véritablement de consulter ses ministres, cela n'améliorerait pas la sort des ministres et notre position ; et voici pourquoi : les ministres étant à la nomination du gouverneur, qu'il stipule de les consulter ou non, il lui reste toujours le droit de les remercier quand il n'a plus confiance en eux. Or, les remercier directement ou les remercier indirectement en cessant de les consulter, leur sort est toujours le même ; donc la stipulation directe de les consulter n'améliorerait pas leur sort. Nous avons dit que cela n'améliorerait pas le nôtre non plus ; parce que aucun ministère ne pourrait rester au pouvoir sans être consulté, puisque c'est une preuve qu'il n'a plus la confiance du gouverneur, et le gouverneur sachant qu'il ne pourra jamais en garder un qu'il ne consulterait pas, on ne pourrait donc pas être plus sûr qu'il le consultera après sa promesse ou stipulation qu'avant, puis qu'on a déjà la certitude qu'il ne peut cesser de consulter ses ministres sans perdre son ministère et qu'il n'en trouvera jamais et n'en gardera jamais qu'en les consultant, quoique cela ne soit pas stipulé et ne puisse être stipulé à cause de la haute prérogative royale dont il est revêtu. La raison de tout cela c'est que théoriquement parlant la solution de toutes les difficultés qui s'élèvent entre la chambre et le ministère d'un côté et le gouverneur de l'autre, doit être basée sur ce principe reconnu en Angleterre et qui maintient la prérogative de la couronne. *En théorie ou en principe le ministère et la chambre n'ont point sur le gouverneur ou le souverain un pouvoir coercitif et direct de manière à pouvoir dire : nous vous ordonnons de faire cela, mais un pouvoir de répudiation et indirect.* Nous avons déjà jeté cet aphorisme on avant dans notre dernier article. Nous prions nos lecteurs d'y faire attention pour saisir, sans se fatiguer, l'ensemble de nos solutions. Cependant quoi qu'en théorie on ne puisse dire que le gouverneur puisse être forcé de

consulter ses ministres, cependant en pratique c'est tout le contraire. C'est ce qui faisait dire au comte de Maistre en parlant de la constitution britannique qu'elle *n'allait que parce qu'elle n'allait pas*. C'est-à-dire que la théorie est d'une façon et la pratique de l'autre. Car dans la pratique ce sont les ministres qui non-seulement conseillent, mais même conduisent de concert avec le gouverneur sans que celui-ci y soit lié autrement que par sa *conscience, sa prudence et sa confiance*. C'est pour cette raison que le gouverneur, dans sa réponse au township de Gore, dit que de *fait* il était encore plus responsable au pays qu'à la mère patrie. Cependant il ne doit point se départir du droit et de la prérogative royale de pouvoir agir autrement quand il le juge nécessaire. Autrement, c'est-à-dire sans cette prérogative, notre législature pourrait le forcer à sanctionner des actes pour lesquels il pourrait être même pendu en Angleterre. Mais, dira-t-on, nous ne voulons pas cela, nous voulons qu'il consulte au moins, et il ne veut pas le faire. Mais nous venons de voir qu'il ne peut faire autrement, s'il veut garder son ministère. Et puis, qui vous a dit qu'il ne voulait pas consulter ? Les ex-ministres ? Oui. Mais le gouverneur est-il convenu de cette accusation ? Non, il a dit qu'il consultait ses ministres, mais qu'il ne voulait pas, et ne pouvait pas faire de stipulation ou promesse sur un point qui compromettrait la prérogative royale. Mais outre que, comme nous venons de le voir, la question de non-consultation ne doit et ne peut être portée devant la chambre comme un grief contre le gouverneur, auquel elle puisse remédier et sur lequel elle puisse prononcer dans la dernière résignation, il n'y avait pas même de point déterminé reconnu de part et d'autre entre le gouverneur et ses ministres comme étant réellement une matière de contestation et sur laquelle la chambre pût être appelée à se prononcer. C'est pourtant l'accusation qui a été mise devant la chambre contre le gouverneur par les ministres et où M. Viger ne trouvait pas même matière à discussion pour la chambre, puisqu'il n'y avait point entre le gouverneur et ses ministres accord sur le point de la difficulté et c'est là, croyons nous, la première fausse démarche des ex-ministres. Nous avons déjà signalé celle du gouverneur à cette occasion dans notre article du 5. En outre, il nous semble que pour que la chambre puisse se prononcer sur une contestation, il faut que les contendans s'accordent à reconnaître le point contesté et que sans cela la chambre se trouverait incapable de porter un jugement sage et prudent, puisqu'elle pourrait juger sur un point, tandis qu'il s'agirait d'un autre. On rirait et avec raison, d'une cour qui porterait ses jugemens avec autant de légèreté.... Exemptez nous du reste. On doit voir maintenant qu'il y avait un peu plus que de la forme dans l'opposition de M. Viger sur le vote de la chambre ; qu'il y avait aussi prudence et sagesse, et que ce n'était pas sans raison qu'il voulait que les ministres présentassent, outre des paroles, un état de fait convenu et reconnu de part et d'autre comme le véritable point de la difficulté.

Mais cette première opposition de M. Viger, quoiqu'appuyée sur une raison seule assez grave pour faire impression, n'est pourtant pas celle à laquelle il nous a paru attacher, et avec raison, le plus d'importance, comme on peut le voir dans son pamphlet à propos de la prétendue permission aux ex-ministres de s'expliquer. Mais cette matière n'entrant point positivement ou directement dans le but de notre article, nous nous abstiendrons d'en parler, à moins que M. Z. nous y force par une seconde communication.

D'ailleurs plus nous avançons, plus nous croyons qu'il est impossible de mettre dans un seul article éditorial tout ce que nous nous étions d'abord proposé. Nous croyons pourtant qu'il est encore nécessaire, avant d'abandonner cette matière et pour y jeter un nouveau jour de faire voir pourquoi le gouverneur, quand les ministres résignent sur un fait comme s'ils avaient résigné, par exemple, à propos d'une nomination qui ne leur plaisait pas et que leur conduite fut approuvée de la chambre, pourquoi, disons-nous, le gouverneur dans ces cas n'a plus d'autre alternative que de rappeler ses ministres en révoquant sa nomination, ou de casser le parlement pour en appeler au peuple ou enfin de s'en aller ? Tandis qu'aujourd'hui il n'est point dans cette alternative, comme on peut déjà le conclure d'après ce que nous avons vu et comme nous allons le voir encore ? C'est que quand les ministres résignent sur un fait avec l'approbation de la chambre, il est évident que le gouverneur ne peut trouver dans cette même chambre ou ailleurs des conseillers qui, en prenant la responsabilité du fait pour lequel les premiers ont résigné avec l'approbation de la chambre, recevraient pour premier *bonjour* un vote de non-confiance, et par conséquent le gouverneur se trouverait dans l'impossibilité